

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 60 - VENDREDI 12 FÉVRIER 2010

«*Cerises* fait une pause et revient le 5 mars».

LE MERLE MOQUEUR

Un bureau de poste braqué par deux hommes en burqa : encore un coup des trotskistes, ça.

AGENDA MILITANT

→ 13 février

Paris

OMOS - Les sociétés coopératives. Expériences et alternatives

→ 15 février

Paris

Nationalisme et genre dans les mouvements de guérilla des années 1970 : une approche comparative entre Brésil et Argentine.

→ 19-28 février

Semaine anticoloniale

→ 5 mars

Paris

La construction de murs et la « naturalité » de la nationalité

→ 6 mars

Paris

Manifestation pour la régularisation de tous les sans-papiers

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ Le sujet du Communisme

→ De quoi le communisme est-il le nom

Avatar, témoin de notre temps

James Cameron, le réalisateur de *Titanic* et d'*Avatar*, est décidément un homme de son temps. Les succès mondiaux⁽¹⁾ que rencontrent ses films reposent sur l'imbrication réussie d'histoires mêlant les mythes et les questions de notre temps. Dans *Titanic* il était question d'amour, de lutte des classes, de culture populaire, d'oppression des femmes... et surtout de la vanité et de la puissance des technologies.

Avec *Avatar*, Cameron signe une fable poétique, politique, écologique. *Avatar* invente un monde, une nature fantastique, hallucinante et merveilleuse. Les plantes vivent, bougent, s'allument dans la nuit. Les animaux sont enfants des dinosaures et des oiseaux de feu. La peur archaïque et l'émerveillement gagnent chez le spectateur. Le cinéma réussit, une nouvelle fois, sa promesse de créer une réalité « bigger than life », plus grande que la vie. Cameron frappe les esprits par la réalisation réussie d'un film en 3D : *Avatar* marque un nouveau moment de la représentation.

Et Cameron a quelque chose à nous dire. Qu'en Amérique, un soldat qui perd ses jambes ne les retrouvera pas s'il n'a pas d'argent. Que la bière et les blue jeans sont de piètres valeurs quand il s'agit de négocier et d'échanger avec des êtres liés à la nature. *Avatar* est une parabole et une dénonciation évidente de la guerre en Irak et de ses justifications profondes : piller les richesses du sous-sol. Cameron est convaincant quand il parle des inégalités, de la société de consommation, des ravages de la guerre, du traumatisme du 11-Septembre. Il l'est moins quand il évoque l'écologie. C'est pourtant au cœur du sujet de ce film qui met en scène des Terriens venus piller des richesses naturelles du peuple des arbres. Ces habitants d'une autre planète verront leur civilisation attaquée, menacée, mais finiront par vaincre les humains dans un combat inégal opposant la puissance de feu et la technologie au courage. On ne critique pas ici le peu d'originalité du propos mais la pauvreté de la représentation du lien unissant le peuple des arbres à la nature : il se branche sur elle comme on se branche sur une prise électrique. Comme si le lien ne pouvait plus s'exprimer que sous la forme technicienne douce dont l'i-phone et Apple seraient les emblèmes. Les scènes d'initiation qui permettent d'intégrer le peuple des arbres sont en fait des épreuves de force, de vitesse et de courage viril. Cela n'a pas de rapport avec la nature mais avec la performance (heureusement que le novice initié est un marine américain et non son scientifique de frère initialement prévu). Enfin, et c'est le plus embêtant, le peuple des arbres triomphe au terme d'une lutte qui a tout des clichés hollywoodiens. Cameron tient un propos écologique, mais il n'a pas tout à fait les images de son discours. En ce sens, aussi, il est de notre temps : c'est difficile d'inventer une autre façon de penser et de se représenter le monde.

● CATHERINE TRICOT

1. En deux mois, 13 millions de personnes ont vu *Avatar* dans les salles de cinéma en France.

Les dessous politiques de la prohibition du voile

Laurent Lévy publie « *La gauche* », les Noirs et les Arabes, aux éditions La Fabrique. Entretien.

Peux-tu décrire ce que tu appelles « l'architecture politique et pratique » des discours favorables à la prohibition du voile ?

Laurent Lévy. Au-delà des arguments explicites, qui ne valent souvent que ce qu'ils valent, on peut identifier quatre grandes figures, qui sont nécessairement toujours présentes en arrière-plan des discours prohibitionnistes :

1- L'idée qu'en politique, tous les moyens sont bons pour parvenir à ses fins, qu'on ne fait pas d'omelettes sans casser des œufs. Le problème ici est que l'on ne sait pas bien quelle omelette on fait avec ces œufs cassés... Aucun des objectifs attendus de la loi de 2004 prohibant le « foulard » à l'école ne peut prétendre être atteint : l'émancipation des jeunes filles et leur protection contre les « pressions islamistes », le « risque communautariste », etc. La prohibition ne tend à résoudre aucun de ces problèmes, qui sont d'ailleurs énoncés sans grand souci d'analyse des réalités concrètes. Il apparaît plutôt que la prohibition a été une fin en soi, plus qu'un moyen de parvenir à une autre fin : les justifications proposées, dont je m'attache à démontrer l'inanité dans mon livre, sont en réalité les « moyens » de cette « fin » qui demeure sans justification rationnelle.

2- L'idée que l'émancipation peut être

imposée, ou octroyée, alors qu'elle ne peut passer que par la prise de conscience et l'action des intéressées elles-mêmes. Cette idée est manifestement contraire à la fois à tous les principes traditionnels des mouvements d'émancipation, mais également à l'expérience constante. Cela fait plutôt penser à la morgue coloniale de ceux qui entendaient « civiliser » les peuples étrangers. À cet égard, le fait que les musulmans de France soient généralement considérés comme un corps étranger à « l'identité nationale » n'est pas sans rapport avec cette volonté d'émancipation forcée...

3- L'idée aussi que lorsque se présente un problème politique et idéologique (et si le « foulard » à l'école ou ailleurs pose un problème, ce qui resterait à démontrer, il ne s'agit pas d'un

L'idée que l'émancipation peut être imposée, ou octroyée, est contraire à la fois à tous les principes traditionnels des mouvements d'émancipation, mais également à l'expérience constante.

problème de comportements asociaux ou délinquants, mais bien d'un problème politique ou idéologique), il est légitime de prétendre résoudre ce problème par des mesures de police, par la répression. On sait qu'il s'agit là d'un genre de tentation à laquelle certains courants de gauche n'ont pas toujours échappé. Les leçons de l'histoire devraient inciter à une certaine prudence...

4- Enfin, dans la mesure où avec une telle loi (et il en va de même de ce que d'aucuns proposent dans le pseudo-

débat sur le « voile intégral ») on tend à priver certaines personnes du droit à bénéficier d'un service public (dans le cas de la loi de 2004, le service public de l'éducation), il y a l'idée que les services publics peuvent ne pas être vraiment publics, peuvent « choisir leur public ». Là encore on a affaire à un principe qui heurte frontalement les principes les plus traditionnels de la gauche. À l'heure du démantèlement des services publics, le fait est particulièrement significatif, et préoccupant.

Tu évoques les points de vue radicalement opposés qui coexistent dans l'ensemble des organisations de la gauche sur ces sujets. Comment expliquer de telles césures ?

L.L. C'est toute la question à laquelle mon livre essaye de répondre ! Et je ne prétends pas avoir donné une réponse simple et univoque ; je me résigne même parfois à proposer des pistes pour une réflexion qui n'est pas achevée. En réalité, cette affaire du

« foulard » a agi comme un révélateur de lignes de fractures préexistantes, mais qui n'apparaissent qu'à l'occasion de débats particuliers. On croit facilement être d'accord sur tout quand on ne se pose pas la question... Mais entre la tradition laïque et anticléricale, qui a à gauche des lettres de noblesse, les considérations géopolitiques qui conduisent à fantasmer sur le « danger islamiste », dans la droite ligne du thème bushien du « choc des civilisations », et la prégnance d'un républicanisme confit dans le formol, il y a bien des espaces de malentendu sur ces questions... Pourtant, le fond ●●●

●●● est, je crois, le plus souvent, bien plus simple : j'ai pu observer que le plus souvent, le prohibitionnisme se fondait sur des principes abstraits, quand les antiprohibitionnistes voyaient d'abord des personnes concrètes sous les foulards montrés du doigt... Il y a beaucoup d'ignorance dans la posture prohibitionniste, mais cette ignorance est aussi le fruit d'un certain mépris...

Quelle continuité identifies-tu entre la position favorable à la prohibition du voile, les conceptions étatistes, les thèmes nationalistes et les thèmes sécuritaires ?

L.L. Je crois que cette continuité est essentielle, et qu'elle est d'une certaine façon l'un des éléments qui permettent d'y voir un peu plus clair dans les débats à gauche sur la question du foulard. Ces trois thèmes ne coïncident pas toujours, mais le font souvent. Le thème nationaliste bien sûr, arc-bouté qu'il est sur une notion anhistorique de ce qu'est ici et maintenant le peuple d'un pays comme la France. Mais le plus important pour moi est bien la conception étatiste de la politique, dans laquelle une « classe politique » prétend entretenir une relation pédagogique avec les citoyens, et voit dans l'exercice d'un pouvoir séparé de la vie réelle le moyen essentiel des transformations sociales. Cette question est bien sûr beaucoup plus large, mais elle est bien illustrée par la querelle du foulard. Il est très significatif que les plus ardents des prohibitionnistes se soient trouvés dans les courants les plus républicainistes de la gauche, ceux qui vont dans la Loi et l'Ordre l'alpha et l'oméga de la politique. Quant aux thèmes sécuritaires, ils ne sont jamais très loin des thèmes étatistes – et des thèmes racistes dans la mesure où le tout-sécuritaire frappe d'abord la jeunesse des quartiers populaires, où les personnes stigmatisées comme immigrés des première, deuxième, énième génération sont les plus nombreux...

A quoi attribues-tu la violence des polémiques concernant l'Appel des Indigènes de la République qui, en 2005, avaient dénoncé la loi anti-foulard et affirmaient entre autres que « La République de l'égalité est un mythe » ?

CONTRE UNE LOI D'INTERDICTION

Dans *Politis*, Jean-Pierre Dubois, président de la Ligue des droits l'Homme, souligne notamment qu'« une loi d'interdiction augmenterait l'exclusion des femmes qui le portent ». Analysant la propagande salafiste, « courant intégriste de l'Islam », il souligne : « on ne met pas en prison les gens engagés dans une secte, on essaie d'aider à leur émancipation. » Pour lui, il faut refuser le voile intégral mais surtout pas sous la forme d'une « interdiction générale », qui livrerait davantage encore les personnes à ceux qui les oppriment : « Ceux qui défendent le voile intégral seront ravis d'une loi d'interdiction, et ceux qui veulent d'une loi d'interdiction seront ravis qu'elle fabrique plus de martyres et de visibilité : parce qu'ils pourront dire : vous voyez que les islamistes sont partout. Les extrêmes sont complémentaires dans ce genre d'affaires. Certains ont intérêt de tous contre tous et le fantasme de l'affrontement Orient-Occident ». Enfin, Jean-Pierre Dubois critique « l'invocation de la République par la mission parlementaire » Gérin – Raoult comme « invocation du colonialisme, «valeurs républicaines «signifiant «valeurs des Européens «».

De son côté, la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH) a rendu un avis défavorable à une loi prohibant de manière générale et absolue le port du voile intégral, estimant qu'une telle « loi serait très probablement perçue et vécue comme anti-musulmane, risquerait de renforcer l'audience et l'influence de ces mouvements radicaux qu'il convient de condamner ». La CNDH estime notamment qu'« Une prohibition du port du voile intégral dans tous les espaces publics sur le fondement de l'ordre public ne saurait, sauf à étendre abusivement cette notion, être justifiée ni être considérée comme nécessaire dans une société démocratique, eu égard notamment à la gravité des atteintes aux droits de l'Homme qu'elle occasionnerait ». ●

L.L. L'une des causes de cette violence est sans doute, précisément, la dénonciation de la loi anti-foulard. Ce n'était pourtant qu'un aspect secondaire de cet appel, une ligne et demie tout au plus... mais la violence du débat sur le foulard s'était rabattue sur cet appel. Et peut-être que la réception de l'Appel des Indigènes, justement, explique une part de la violence du débat sur le foulard, parce que ce texte mettait en évidence et en perspective beaucoup des non-dits de ce débat. La question du foulard y était en effet intégrée dans de nombreuses autres manifestations de la permanence, dans la pensée dominante, de la pensée colonialiste. Sans doute le débat sur le foulard aurait-il été plus simple s'il était intervenu après le long débat sur le colonialisme et l'introduction en France de certaines études sur le thème du post-colonialisme, en 2005, dans la foulée et comme en écho à cet appel. Mais si l'Appel des Indigènes a été tant attaqué, ce n'est pas surtout à cause de ce qu'il disait sur le foulard :

c'est plutôt à cause de sa dénonciation du mythe républicain, dénonciation non seulement sur le plan des principes, mais sur celui des pratiques : non seulement il affirmait que la République de l'égalité était un mythe – ce qui est somme toute un truisme : qui oserait dire de la République de l'égalité qu'elle est une réalité dans la France d'aujourd'hui (et d'hier) ? – mais en outre, il appelait à une autonomie de la lutte des « indigènes », des post-colonisés, et donc mettait en cause le caractère nécessairement dirigeant des organisations traditionnelles de la politique. Ce qui était ainsi contesté, ce n'est donc pas seulement les structures sociales en ce qu'elles gardaient précieusement dans de nombreux domaines l'héritage du colonialisme, mais aussi les structures politiques de dépossession qui caractérisent notre culture politique. En ce qui me concerne, j'ai beaucoup appris dans ces débats, qui m'ont aidé à mieux voir où se situaient les blocages de la vie politique : dans le refus, de ●●●

●●● la part des cadres politiques traditionnels, de mouvements autonomes prenant eux-mêmes en charge les questions qui les concernaient.

Si la polémique actuelle porte principalement sur le port du voile intégral, et non pas sur le port du voile, n'est-ce pas que les promoteurs de la prohibition ont perdu la « bataille du voile », et qu'ils sont contraints du coup de fourbir cette fois leurs armes face à des cas « limites » ?

L.L. Je ne crois pas que la « bataille du voile » ait été perdue par les prohibitionnistes, ni surtout qu'ils soient résignés à la laisser en l'état. Si aucun courant politique ne se prononce pour l'abrogation de la loi anti-foulard de 2004, il doit bien y avoir une raison ; de même si, de toutes parts (et même au sein de ce parti), le fait que le NPA présente aux élections, dans le Vaucluse, une militante qui porte le foulard soulève tant d'in vraisemblables protestations. Il est, certain, que mettre en avant le « cas limite » des femmes qui portent le niqab rend leur combat plus facile : il est moins aisé de sympathiser avec une personne dont on ne voit pas le visage qu'avec une de ces mamans en foulard qui accompagnent leurs enfants au parc

ou vont les chercher à l'école... Cela dit, j'ai le sentiment que le caractère artificiel de cette affaire est aussi plus clair, et que le « débat sur la (prétendue) burqa » soulève moins de passions que celui sur le foulard à l'école, qu'Emmanuel Ter-ray avait décrit comme un cas « *d'hystérie politique* ». On est encore loin du compte, mais la pression politico-médiatique aidant, on ne peut préjuger de l'avenir.

Je suis favorable à tous les rapprochements qui peuvent être faits entre la gauche radicale et les mouvements des quartiers populaires ; c'est en luttant ensemble que l'on combat aussi les préjugés.

Le discours conservateur considère qu'il existe d'une part des bons musulmans – les musulmans intégrés – et d'autre part des mauvais musulmans – les musulmans intégristes. Quelle approche politique promouvoir pour sortir des schémas xénophobes ?

L.L. Ce n'est pas seulement le discours conservateur, sauf à donner à ce mot un sens très large : c'est en fait un lieu commun dans le débat public, que d'opposer les « musulmans modérés » aux « islamistes ». Mais ces mots ne font jamais l'objet de définitions précises, si bien que

l'un et l'autre permettent de désigner qui l'on choisit à l'avance de désigner... La stigmatisation de Tariq Ramadan comme « intégriste » est significative à cet égard. Ceux que l'on présente comme « musulmans modérés » sont d'ailleurs souvent des personnes qui sont tout au plus « de culture musulmane », et non des personnes animées de convictions religieuses. Certains, pour combattre le MIB, allaient jusqu'à dire qu'il était contaminé par l'intégrisme...

Il me semble hélas qu'il n'y a pas de réponse simple à opposer à ce discours dominant : précisément parce qu'en ces matières, on n'est jamais vraiment dans le débat, et que de toute façon, il ne suffit jamais de débattre pour convaincre : il y faut des pratiques. C'est une des raisons pour lesquelles je suis favorable à tous les rapprochements qui peuvent être faits entre la gauche radicale et les mouvements des quartiers populaires ; c'est en luttant ensemble que l'on combat aussi les préjugés. D'une certaine façon, en luttant pour de meilleures décisions en matière d'urbanisme et d'équipements des quartiers populaires, en luttant pour le droit à la santé, le droit au travail, contre les violences policières, pour l'égalité, on fait aussi reculer les préjugés. C'est en considérant chacune et chacun comme autant d'acteurs légitimes de la vie politique, en travaillant ensemble dans le respect et la considération, en ne cherchant pas à rallier qui que ce soit, mais en travaillant en commun à lutter contre toutes les dominations que l'on peut avancer...

● **RECUEILLI PAR GILLES ALFONSI**



«La gauche», les Noirs et les Arabes. Ed. La Fabrique, Laurent Lévy, janv. 2010, 13 euros

PROCÈS EN SORCELLERIE

Le torrent de mises en cause du NPA suite à la candidature de Ilhem Moussaid, qui porte un voile, constitue un invraisemblable procès en sorcellerie. Ainsi, par exemple, le réseau féministe Ruptures écrit : « *Au nom de la « diversité », jusqu'où ira-t-on dans la négation de l'égalité entre les femmes et les hommes et dans l'antiféminisme* » ? Pour lui, « *présenter une candidate voilée aux élections, c'est bafouer toutes les luttes passées et présentes des femmes, des féministes qui ont été pourchassées, frappées, assassinées pour avoir refusé de porter le voile islamique dans leur pays. (...) En réalité, un signe est donné à travers ce choix, c'est d'accepter d'introduire dans les institutions des forces contraires aux lois démocratiques dont les élu-e-s doivent être les garants* ». Rien de moins. De son côté, la candidate explique : « *J'ai beaucoup de tristesse de voir huit ans de ma vie réduits à mon foulard, j'ai beaucoup de tristesse d'entendre que ma croyance personnelle est un danger pour les autres alors que je prône l'amitié, le respect, la tolérance, la solidarité et l'égalité pour tous les êtres humains. La réaction des féministes, c'est cela le plus dur. (...) J'ai beau dire et expliquer que je ne suis pas opprimée, et je pense que cela se voit, il reste une incompréhension.* »

Die Linke sans Oscar Lafontaine

Après l'annonce du départ d'Oscar Lafontaine de la présidence de Die Linke et quelques mois avant le congrès du parti, Charlotte Noblet nous adresse un écho d'Allemagne.

Le prochain congrès de die Linke à la mi-mai sera placé sous le signe de la réorganisation interne. Oscar Lafontaine et Lothar Bisky ne se représenteront pas à la coprésidence du parti de gauche allemand, Dietmar Bartsch libère le poste de secrétaire général. L'annonce fin janvier de ce renouvellement contraint des dirigeants du parti plonge die Linke dans un profond désarroi. Malgré les 11,9% des voix obtenus aux dernières législatives, le parti de gauche allemand serait-il en proie à une angoissante crise d'identité ?

Ce sont des « raisons de santé » et non les divisions internes au parti qui seraient à l'origine du départ d'Oskar Lafontaine de la coprésidence du parti comme du Bundestag. Transfuge du SPD pour les uns et « Napoléon de la Sarre » pour les autres, Lafontaine a fortement contribué au développement de die Linke à l'Ouest de l'Allemagne après avoir tourné le dos aux sociaux-démocrates en 1999. Un succès que le parti se doit encore de digérer.

Le choix des successeurs interpellent : Gesine Löttsch et Klaus Ernst pour la coprésidence, Caren Lay et Werner Dreibus pour un double poste de secrétaire général. Est-Ouest, homme-femme : à vouloir satisfaire toutes les tendances sans décider de la ligne à suivre, die Linke sombre doucement dans le mécontentement général. Une fois de plus émergent les questions non résolues entre « Realos » et « Fundis », comprenez pragmatiques et radicaux, les premiers étant davantage présents à l'Est de l'Allemagne et les seconds à l'Ouest.

Nombreux sont les membres de l'Est exaspérés par les candidats proposés, soit de l'Ouest, soit socialisés à l'Ouest de l'Allemagne. Le choix du double poste de secrétaire général est également loin de convaincre : dans les statuts du parti issu de la fusion entre la WASG et le Linkspartei.PDS en juin 2007, il était question d'une coprésidence de transition jusqu'en 2010. Ne serait-il pas temps de parler d'une voix et d'éviter les dissonances, de décider de questions essentielles telle la participation ou non à des alliances gouvernementales ?

Les régionales en Rhénanie du Nord Westphalie approchent, les relations entre les partis d'opposition (SPD, des Grünen, die Linke) se redessinent. Peu après l'annonce du départ de Lafontaine, un thinktank⁽¹⁾ a vu le jour, rassemblant intellectuels et politiques de diverses mouvances dans la recherche d'une alternative au mainstream néolibéral. Un cross-over qui aidera die Linke à définir la marche à suivre en amont du congrès de Rostock les 15 et 16 mai prochains ?

● **CHARLOTTE NOBLET**, de Berlin

COKTAIL

Pierre Mansat, adjoint au maire de Paris, vient de rendre publique une lettre

dans laquelle il expose sa position sur les élections régionales. Extraits. « J'ai soutenu la candidature de P. Braouezec. Certes avec des doutes – concernant les questions métropolitaines – mais cette candidature et sa logique me semblaient les plus porteuses d'avenir. A défaut ,s'est constitué un cartel d'organisations et d'ambitions qui ne dit pas l'avenir.

Quelque temps avant j'avais écrit aux responsables du parti en expliquant que j'étais candidat à la candidature et disponible pour travailler sur le projet. A l'exception de Pierre Laurent, qui m'a expliqué en juillet qu'il serait la tête de liste, et rien d'autre, je n'ai reçu aucune réponse. Depuis cette lettre (juin) aucun responsable du PCF – parisien, régional ou autre ne m'a contacté.

(..)Informés de ma « situation », Europe Ecologie m'avait proposé une place en position éligible à Paris. Et Le PS une place non éligible. (...)

En conséquence (pour les deux raisons) je ne soutiens pas votre liste, et je ne voterai pas pour elle. Mais c'est sans importance.

Outil fédératif. Lors de son assemblée générale des 23 et 24 janvier, la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE) a lancé une nouvelle étape, confirmant son objectif essentiel : contribuer à la création d'une nouvelle force de transformation sociale et écologique, avec le souci pour cela de « dépasser les frontières entre le social, l'écologique et le politique ». Ainsi, « La Fédération ne dit pas "nous sommes le creuset" ; mais elle dit "fédérons-nous afin de faire

Cerises est édité
par les Communistes unitaires
contact.cerises@gmail.com

Noyau: Gilles Alfonsi

Queues de Cerises: Michèle Kiintz,
Philippe Stierlin, Roger Martelli,
Catherine Tricot, Arnaud Viviant.

COKTAIL

● ● ● ● *exister, ensemble la dynamique, le regroupement et le stimulant pour les exigences dans les luttes* ». Elle a donc « choisi de proposer un outil fédératif : des collectifs locaux où chacun-e participe, coordonnés pour s'exprimer et se mobiliser, favorisant la double appartenance à toute autre organisation politique afin de se consolider sans devenir une organisation fermée en compétition avec les autres ». La création de collectifs locaux fédérés constitue une priorité, avec la volonté de se donner les moyens de formaliser les processus de débat et de décisions.

Lire les textes issus de cette réunion sur le site : <http://lafederation.org/>

● **Scandaleuse expulsion.** Jean Brafman, conseiller régional et secrétaire général de l'Association départementale des élus communistes et républicains du 93 a exprimé son « désaccord complet avec la décision de la Municipalité de Bagnolet de faire expulser mercredi 10 février 2010 des squatteurs avec femmes et enfants en plein hiver », dénonçant entre autres la destruction de biens des familles et celle, au bulldozer, de l'immeuble. Il a notamment déclaré : cette expulsion « est inadmissible sans mesures de prévention et d'accompagnement et dans une telle période. Elle provoque une indignation dans de nombreux espaces qui n'ont pas ou plus l'habitude de condamner, a priori, les initiatives des maires communistes. » Tout en soulignant son jugement très négatif concernant l'inaction du gouvernement dans le domaine du logement, il considère « inadmissible sur les principes et valeurs que nous portons » et « inefficace et contre-productive politiquement » cette expulsion.

● **Comprend qui peut.** Michel Onfray écrit dans *l'Humanité dimanche* : « Si l'on veut résister autrement qu'avec la parole, alors les choses sont simples : si l'on accepte le jeu républicain de la Ve, ce sont les élections qui constituent l'horizon indépassable de la politique, et non l'insurrection. On voit mal, en dehors des slogans, à quoi ressemblerait l'anticapitalisme présenté comme un programme. Une positivité ne se constitue jamais avec une négation ». Et le journal reprend en exergue : « ce sont les élections qui constituent l'horizon indépassable de la politique, et non l'insurrection ». L'auteur formule ensuite l'idée qu'à l'avenir deux gauches, l'une libérale et gouvernementale, l'autre aiguillon gauchiste de la première, puissent émerger et travailler ensemble (car il faut gagner les élections). Les deux gauches devraient réaliser « une véritable union avant d'envisager à nouveau des tactiques et des stratégies de conquête du pouvoir » sachant que « Dans le camp des gauches, il n'est plus temps de lire Tocqueville ou BHL, Marx ou Négri, Lénine ou Zizek, mais l'Art de la guerre, de Sun Tze. » On attend ardemment que MO nous explique son plan de travail révolutionnaire...

● **La Ligue des droits de l'Homme (LDH) a souligné mercredi 9 février** : « Le projet de 'loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure' (Loppsi), dont les députés entament la discussion, est porteur d'un saut qualitatif considérable dans la construction

d'une société de la surveillance, du soupçon et de la peur. Même s'il se présente comme un fourre-tout hétéroclite, sa logique est claire : il s'agit de renforcer, d'intégrer et de concentrer tous les instruments disponibles de fichage, de traçage et de contrôle social dont les gouvernants actuels sont sans cesse plus demandeurs. C'est la multiplication des systèmes de vidéosurveillance, y compris désormais des manifestations, alors que toutes les expériences étrangères concluent à leur inefficacité dans la plupart des cas ; l'interconnexion des fichiers de police alors que la Cnil a établi que ces fichiers sont truffés d'erreurs ; le filtrage policier des sites Internet et la chasse aux internautes ; la création d'une justice virtuelle par la systématisation de la visioconférence pour les auditions de détenus ou d'étrangers en rétention administrative. C'est surtout la légalisation des "mouchards électroniques" introduits dans les ordinateurs personnels à l'insu des citoyens espionnés. Et le superfichier Périclès pourra croiser tous les renseignements fournis par ces fichiers, par les puces téléphoniques, les factures de paiement en ligne, les numéros de pièces d'identité... A quoi s'ajoutent un couvre-feu pour les mineurs à partir de 13 ans, un nouveau contrat de responsabilité parentale renforçant la pénalisation des familles en difficulté, et la création d'une véritable milice policière accompagnée de l'élargissement des pouvoirs des polices municipales. » La LDH invite chaque parlementaire à « mesurer la responsabilité qui est la sienne devant le changement de société dont ce projet de loi est porteur. Elle appelle les citoyens à refuser d'être traités comme de présumés délinquants sous contrôle étatique permanent, dans les moindres recoins de leur vie privée ».

● **Investissement.** La Banque postale écrit ces jours-ci à ses clients pour leur poser cette question : « Avez-vous pensé à investir sur les marchés financiers ? » Au bas des prospectus pour encourager à cette bonne action, on lit cette mise en garde étonnante : « Les marchés financiers peuvent varier à la hausse comme à la baisse. Les performances passées ne préjugent en rien des performances futures. Elles ne sont pas constantes dans le temps. Le placement en Bourse est risqué, vous pouvez subir des pertes. » Voilà un message publicitaire réussi : investissez sur les marchés financiers pour perdre votre argent !

Appel à contribution

Ce que nous entendons par communisme

Diffusé sur la liste de discussion des communistes unitaires et sur leur site, cet appel concerne toutes celles et ceux qui souhaitent participer à ce travail collectif.

Cela vous intéresse ? Envoyez votre contribution (avec vos coordonnées précises) à Alain Lacombe.

Le collectif d'animation de l'Association des communistes unitaires fait la proposition suivante : Les deux dernières assemblées générales de l'ACU ont fait ressortir la nécessité de travailler sur l'apport spécifique de l'espace communiste au combat pour l'émancipation individuelle et collective, pour une alternative de transformation sociale, écologique, démocratique, féministe.... C'est un travail abandonné de fait depuis la Chute du Mur de Berlin. Les réflexions partielles qui lui ont succédé ne peuvent être considérées comme une contribution à la hauteur des exigences de la transformation sociale ni comme un moyen d'identification du communisme. Cela dépasse largement ce que l'on peut dire, ponctuellement ou non, sur des questions programmatiques ou catégorielles, quelle que soit l'importance indiscutable de celles-ci. Il s'agit plutôt de commencer à expliciter à travers des thèmes une toute autre conception cohérente de la société et du monde ainsi qu'une dynamique politique qui permette de faire concrètement recu-

ler tout esprit délégataire et de déposition. Cela peut s'appuyer sur le fait qu'une très grande partie des citoyen-ne-s continue à s'intéresser à la politique tout en ayant perdu confiance dans les partis et dans les institutions. Il est nécessaire que notre réflexion commence à se formaliser et puisse donner des résultats utilisables, contribuant à modifier la portée des mouvements sociaux et les données de la vie politique au fur et à mesure qu'elle se développe, c'est-à-dire sans attendre. Nous proposons de procéder d'ici juin en deux étapes :

PREMIÈRE ÉTAPE. D'ici fin mars, chacun-e s'exprime dans une contribution sur ce qui lui semble fondamental et pourquoi. Celles et ceux qui souhaitent réagir à certains textes le font sans se limiter.

SECONDE ÉTAPE. En fonction des axes qui se dégageront de ces contributions, nous sélectionnerons deux ou trois questions qui seront ensuite l'objet d'un travail les semaines suivantes - au travers de textes individuels et collectifs mis en circulation - puis d'une réunion nationale en juin. L'ensemble des textes et des points d'étapes seront mis à disposition sur la liste Débat, sur le site

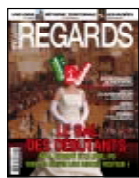
Internet, dans Cerises etc.

En fonction de l'intérêt de ce dispositif de travail, nous pourrions reprendre d'autres questions entre l'été et Noël... Partons du principe qu'il ne s'agit alors d'écrire ni des papiers d'humeur ni de participer à de simples forums mais d'un réel travail d'élaboration soigneusement argumenté.

Évidemment, nous n'effectuerons pas ce travail en vase-clos. D'une part, il est possible de faire écrire et parler non pas des expert-e-s, mais des personnes qui, sans pour autant se sentir concernées par l'ACU, sont prêtes à contribuer à ce travail. En même temps, dans la mesure où nous participons les un-e-s et les autres à des luttes et des mouvements, nous pouvons très bien expérimenter avec eux tel ou tel aspect de nos travaux et au fur et à mesure mutualiser expériences et réflexions. Enfin, nous pourrions faire appel à la participation pour la réunion de juin.

Ces travaux pourront contribuer à la préparation de l'Université d'été de la FASE.

Merci d'envoyer votre/vos contribution/s à Alain LACOMBE : alain.lacombe95@orange.fr



APPEL POUR QUE REGARDS CONTINUE DE VIVRE!

A l'initiative d'Eric Fassin, sociologue, et de Michel Husson, économiste, chroniqueurs de Regards

Porté à force de volonté politique, de désir militant, de curiosité citoyenne et de savoir-faire, *Regards* occupe une place particulière dans la presse et dans la gauche critique. C'est un laboratoire d'idées, un espace de confrontation de différentes cultures et traditions, qui s'intéresse à la marche du monde dans toutes ses dimensions, politiques, économiques, sociales et culturelles.

Aujourd'hui, ce mensuel auquel nous sommes attachés va mal. Concrètement, si *Regards* ne trouve pas 200 000 € d'ici le 15 février, la SCOP éditrice du journal devra déposer le bilan. Une issue que nous refusons d'envisager à ce jour. En un mois, *Regards* doit rassembler les fonds qui lui permettront de survivre puis de travailler aux conditions de la pérennisation du titre. Nous lançons cet appel à contribution pour que cette période difficile s'achève par une relance du journal. **Il y a urgence.**

PREMIERS SIGNATAIRES :

- Christophe Aguiton** (chercheur et militant syndical) -
- Nicolas Bayart** (éditions le passager clandestin) -
- Julien Bayou** et **Manuel Domergue** (Jeudi Noir) -
- Eric Beynel** (Union syndicale Solidaires) -
- Paul Bouffartigues** (sociologue) -
- Laurent Cantet** (réalisateur) -
- Thomas Coutrot** (coprésident d'Attac) -
- Michel Dreyfus** (historien) -
- Didier Eribon** (philosophe) -
- Isabelle Garo** (philosophe) -
- Laurent Hazgui** (photojournaliste) -
- Samuel Johsua** (revue *Contretemps*) -
- Jean-Christophe Le Duigou** (CGT) -
- Jeannette Habel**, (universitaire) -
- Daniel Le Scornet** (vice-président de l'Appel des appels) -
- Frédéric Lebaron** (revue *Savoir/Agir*) -
- Olivier Le Cour Grandmaison**, universitaire -
- François Longéras** (Directeur général de l'EMI-CFD) -
- Philippe Mangeot** (revue *Vacarme*) -
- Gustave Massiah** (président du CRID) -
- Serge Portelli** (magistrat) -
- Jack Ralite** (sénateur de la Seine-Saint-Denis) -
- Jacques Rancière** (philosophe) -
- Denis Sieffert** (directeur de *Politis*) -
- Robert Terzian** (*La Marseillaise*) -
- Aurélie Trouvé** (coprésidente d'Attac) -
- Pierre Zarka** (président de l'OMOS)...



L'AVENIR DE VOTRE JOURNAL EST ENTRE VOS MAINS

je fais don de _____ € au profit exclusif de **REGARDS**
et je libelle mon chèque à l'ordre de: Presse et pluralisme/REGARDS

Je précise mes coordonnées

(afin que Presse et Pluralisme puisse émettre le reçu fiscal qui me permettra de bénéficier de la réduction sur mon impôt sur le revenu 2010, acquitté en 2011)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Adresse mail _____ Téléphone _____

Coupon à compléter et à retourner accompagné de votre chèque exclusivement à :
Presse et pluralisme, TSA 32649 91764 Palaiseau CEDEX

Tous les dons à Presse et Pluralisme vous permettent de bénéficier d'une réduction d'impôt de 66%, dans la limite de 20% de votre revenu imposable.	Lorsque vous faites un don de	vous déduisez de votre impôt	il vous en coûtera seulement
	25€	16,50€	8,50€
	100€	66€	34€
	500€	330€	170€